Conditions Générales de Vente et d'Utilisation (CGV-CGU) de la Plateforme Orka

Préambule

La société MES DROITS, SAS au capital de 1 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 988 949 145, dont le siège social est situé au 120 rue Jean Jaurès 92200 Levallois-Perret, édite et exploite la plateforme en ligne accessible aux adresses <https://orka.tax> et <https://app.orka.tax> (ci-après « la Plateforme »).

Les présentes Conditions Générales de Vente et d'Utilisation (ci-après « CGV-CGU ») ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles les Clients utilisent la Plateforme et bénéficient des services proposés.

L'acceptation des présentes CGV-CGU est obligatoire pour accéder aux services. Toute utilisation de la Plateforme emporte acceptation pleine et entière des présentes CGV-CGU. Si le Client refuse ces conditions, il ne doit pas utiliser la Plateforme.

Article 1 – Glossaire

Client : toute personne physique ou morale (y compris une SCI) utilisant les services de la Plateforme.

Plateforme : l'interface en ligne éditée par ORKA, accessible via les adresses <https://orka.tax> et <https://app.orka.tax>.

Espace personnel : espace virtuel sécurisé attribué à chaque Client lors de son inscription, accessible par identifiants.

Simulation : outil permettant au Client d'obtenir une estimation de sa taxe foncière reposant sur les données fiscales disponibles à jour.

Vérification : outil permettant de collecter les fiches d'évaluation (formulaire 6675) relatives aux biens concernés et soumis par le Client, et d'en extraire les informations nécessaires à la comparaison avec les données déclarées.

Réclamation : procédure par laquelle un dossier complet, généré via la Plateforme et soumis au paiement, est transmis par ORKA au service fiscal compétent pour contester une taxe foncière.

Société : La société MES DROITS, exploitant la Plateforme.

Article 2 – Objet

La Plateforme Orka a pour finalité de proposer des outils automatisés d'estimation, de vérification et de configuration de réclamations en matière de taxe foncière, comprenant la taxe foncière et les taxes annexes présentes sur l'avis de taxe foncière, sur les locaux d'habitation.

Les services proposés permettent au Client de :

1. Obtenir une Simulation reposant sur les données fiscales à jour - les dernières données publiées par l'administration fiscale ;

2. Effectuer une Vérification grâce à la collecte et l'analyse des fiches d'évaluation 6675 ;
3. Configurer sa Réclamation, en choisissant le ou les biens concernés ;
4. Générer et transmettre un dossier complet de Réclamation – le Client est pleinement responsable des pièces le composant – conforme aux exigences du service fiscal compétent, contre paiement du tarif indiqué à l'article 4.

Article 3 – Accès et utilisation de la Plateforme

L'accès aux services suppose l'ouverture d'un Espace personnel. Pour obtenir le résultat d'une Simulation et accéder à l'outil de Vérification, le Client doit créer son Espace personnel et s'y connecter.

L'accès à l'Espace personnel est strictement personnel et sécurisé. Le Client est seul responsable de la confidentialité de ses identifiants et de leur usage.

La Société peut suspendre ou supprimer à tout moment l'accès du Client en cas de non-respect des présentes CGV-CGU.

Article 4 – Prix et conditions de paiement

L'accès à la Simulation et à la Vérification est gratuit.

Le service de Réclamation est payant et soumis aux tarifs suivants :

- 99 euros TTC (quatre-vingt-dix-neuf euros toutes taxes comprises) par bien d'habitation (maison ou appartement), soit 82,50 euros HT ;
- 9 euros TTC (neuf euros toutes taxes comprises) par dépendance (garage, cave, cabane aménagée), soit 7,50 euros HT.

Les paiements sont effectués en euros via les moyens de paiement indiqués sur la Plateforme. Une facture est délivrée au Client après règlement par courrier électronique et sur son espace personnel.

Article 5 – Obligations du Client

Le Client s'engage à utiliser la Plateforme conformément à son objet et dans le respect des lois et règlements applicables.

En particulier, le Client s'engage à :

1. Fournir des informations exactes, complètes et sincères lors de l'utilisation des services, notamment concernant les biens soumis à la taxe foncière ;
2. Mettre à jour toute information devenue obsolète ou inexacte ;
3. Ne pas détourner la Plateforme de sa finalité, ni l'utiliser à des fins frauduleuses ou contraires à l'ordre public ;
4. Effectuer chaque commande pour son propre compte ou pour le compte d'une société dont il détient la majorité des parts et pour laquelle il a reçu pleins pouvoirs de la collectivité des associés ;

5. Respecter les droits de la Société, des autres Clients et des tiers, et s'abstenir de tout propos ou contenu diffamatoire, injurieux, discriminatoire ou dénigrant ;
6. Ne pas tenter de porter atteinte au fonctionnement de la Plateforme, ni aux systèmes de traitement automatisés de données (articles 323-1 et suivants du Code pénal) ;
7. Ne pas diffuser de données ou programmes informatiques susceptibles de ralentir, désorganiser ou interrompre la Plateforme ;
8. Assurer la protection de ses propres terminaux et systèmes informatiques et supporter les frais correspondants.

Le Client reconnaît expressément être seul responsable :

- de la demande qu'il formule via la Plateforme,
- des informations et documents qu'il renseigne ou joint au dossier,
- des conséquences éventuelles d'une Réclamation, laquelle peut aboutir à une réduction, un maintien ou une augmentation de la taxe foncière.

Dans le cas où le Client reçoit directement une réponse de l'administration fiscale par voie postale, via sa messagerie personnelle ou son espace impots.gouv.fr, il doit la transmettre au support dédié à l'adresse contact@orka.tax afin d'assurer le suivi du dossier. À défaut, la Société ne saurait être tenue responsable de l'absence de prise en compte de cette réponse.

Tout manquement aux obligations ci-dessus est susceptible d'entraîner la suspension ou la suppression de l'accès du Client à la Plateforme, sans remboursement ni indemnité.

Article 6 – Obligations de la Société

La Société met à disposition des Clients les outils techniques décrits à l'article 2. Ces services sont fournis à titre d'accompagnement technique et ne constituent ni un conseil fiscal, ni une garantie de résultat.

La Société s'engage à :

- Générer un dossier conforme aux exigences de l'administration fiscale et des règles imposées par le Livre des procédures fiscales à compter de la souscription du service de Réclamation ;
- Assurer le suivi technique des échanges avec le service fiscal compétent, sous réserve que le Client transmette via son Espace personnel toute réponse qu'il recevrait directement de l'administration ;
- Maintenir la Plateforme en conditions opérationnelles et assurer les évolutions techniques nécessaires.

La Société ne garantit ni l'exactitude parfaite des analyses, ni le succès des Réclamations qui, pour rappel, dépendent des informations transmises par le Client

et des pièces justificatives qui auront pu être jointes au dossier. La décision finale appartient exclusivement à l'administration fiscale.

La Société peut suspendre l'accès aux services pour maintenance, ajout de fonctionnalités ou raisons techniques.

La responsabilité de la Société ne saurait être engagée en cas de force majeure, d'interruption du service ou de mauvaise utilisation de la Plateforme par le Client.

Article 7 – Absence de droit de rétractation

Conformément à l'article L.221-28 du Code de la consommation, le Client est informé qu'il ne bénéficie pas du droit de rétractation dès lors que le service de Réclamation, consistant en la génération et l'envoi immédiat d'un dossier à l'administration fiscale, est pleinement exécuté après son accord exprès et avant la fin du délai légal de quatorze (14) jours.

Article 8 – Service client et médiation

Pour toute question ou réclamation, le Client peut contacter le service client à l'adresse : contact@orka.tax.

En cas de litige, le Client consommateur a la possibilité de recourir gratuitement à la médiation de la consommation auprès de l'AMIDIF – Association des Médiateurs Indépendants d'Île-de-France, référencée par la CECMC :

Adresse : 1 Place de Fleurus – 77100 Meaux

Email : contact@amidif.com

Site : <https://www.amidif.com>

Le Client peut également utiliser la plateforme européenne de règlement en ligne des litiges : <https://ec.europa.eu/consumers/odr>.

La médiation est gratuite pour le consommateur. Le Client conserve toujours la possibilité de saisir les juridictions compétentes.

Article 9 – Droit applicable

Les présentes CGV-CGU sont soumises au droit français.

En cas de nullité d'une clause, les autres dispositions demeureront applicables.

Les CGV-CGU applicables sont celles en vigueur au jour de l'utilisation de la Plateforme par le Client.